

Sommaire

<i>Introduction</i>	2
<i>1. La diplomatie opportuniste du Kremlin en UE</i>	3
<i>1.1 Lutttes d'influences en Asie centrale : stratégie d'influence et soft power de la Russie</i>	4
<i>1.2 Une contre influence européenne minime par rapport à la Russie</i>	6
<i>2. Les relations russo-européennes à travers les hydrocarbures</i>	7
<i>2.1 Stratégie russe dans le secteur énergétique et tactiques employées</i>	8
<i>2.2 Points faibles et contradictions à exploiter dans un rapport du faible au fort</i>	11
<i>3. Les prises de participation russes dans EADS</i>	15
<i>3.1 Prise de participation dans EADS : partie prenante de la stratégie de puissance russe</i>	15
<i>3.2 Un partenariat commercial sous influence</i>	16
<i>3.3 Quel est le rôle d'EADS dans l'affrontement stratégique ?</i>	17
<i>4. La Russie ou une histoire d'hommes d'influence</i>	19
<i>4.1 L'ombre de Vladimir Vladimirovitch Poutine</i>	19
<i>4.2 Une diplomatie multipolaire vecteur d'expansion :</i>	20
<i>Conclusion</i>	21
<i>Bibliographie</i>	22
<i>Cartographie des hommes d'influence</i>	27

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

« Vous avez l'Amérique du Nord et celle du Sud, vous avez l'Afrique et l'Asie. Vous pourriez au moins nous laisser l'Europe. » (Remarque de Poutine à Clinton en novembre 1999). Ainsi, depuis la chute de l'URSS, la Russie est en quête d'une nouvelle identité, cherchant avant tout à surmonter son déclin; et depuis le déclenchement de la deuxième guerre en Tchétchénie à la fin de 1999, le pouvoir central renforce son emprise sur tout le pays et vise justement à promouvoir ses intérêts nationaux et donc à accroître sa puissance en Europe.

C'est pourquoi, la priorité du Kremlin, outre la prospérité du pays, est bel et bien la création d'une machine de projection de puissance. Or, la Russie raisonne toujours en termes de sphères d'influence et de domination et Poutine veut donc faire de son pays le plus influent d'Europe.

La stratégie d'accroissement de puissance de la Russie en Europe passe alors par plusieurs canaux. Elle est d'abord basée sur les faiblesses de l'UE, que la Russie exploite pour faire valoir ses intérêts au travers de relations diplomatiques essentiellement bilatérales. Moscou se sert également de la CEI (Communauté des Etats Indépendants) pour asseoir son influence en Asie centrale et faire en sorte qu'aucun autre pays ne vienne contrecarrer ses plans dans cette zone. De plus, l'extension de la puissance passe par le canal énergétique, qu'elle exploite largement : le Kremlin va utiliser la rente énergétique comme levier pour son développement économique, il va faire en sorte de mettre en concurrence les grands pays consommateurs de son gaz et de son pétrole mais aussi d'utiliser la manne pétrolière et gazière comme moyen de pression voire de chantage à la livraison. Par ailleurs, les voies de transport du gaz et du pétrole sont aussi un facteur de puissance, au vu des pays que traversent oléoducs et gazoducs. En outre, Poutine utilise le canal financier comme un vecteur de puissance, preuve en est la prise de participation de la Russie dans le groupe EADS et tous les enjeux qu'elle implique.

Enfin, la manière dont Poutine a placé ses hommes est bien le reflet d'une stratégie de puissance et d'influence en plein essor : Poutine a effectivement mis à la tête des grands groupes énergétiques et des grandes banques russes tous ses hommes de confiance, tout comme il s'appuie sur le crime organisé et sur le FSB pour promouvoir ses intérêts. Poutine joue donc sur tous les plans pour accroître au mieux sa puissance et son influence en Europe. En somme, comment la Russie, par l'exportation de ses ressources stratégiques et son jeu diplomatique et financier, arrive-t-elle à accroître sa puissance vis-à-vis de l'UE ? Et comment les Européens peuvent-ils coopérer sans subir ?

Dès lors, il convient d'apprécier dans quelles mesures la Russie accroît sa stratégie de puissance à travers les moyens diplomatiques utilisés avec l'UE (1), les relations qu'elle entretient avec cette dernière dans le secteur énergétique (2), la face cachée de la prise de participation dans le capital d'EADS (3), et la manière dont Vladimir Poutine a placé ses hommes de mains à la tête d'entreprises stratégiques (4).

1. La diplomatie opportuniste du Kremlin en UE

V. Poutine exerce une diplomatie opportuniste en UE, dans le sens où il profite des failles et des désunions des pays européens à son sujet pour faire valoir ses intérêts. Sachant bien que M. Barroso ne lui est pas favorable, il évite autant que possible d'avoir à négocier directement avec la Commission européenne. En effet, M. Barroso est résolument allié avec les pays de l'ancien bloc de l'Est contre les déviances anti-démocratiques et « anti-droits-de-l'homme » de la Russie.

C'est pourquoi V. Poutine recherche plutôt des relations diplomatiques bilatérales pour faire aboutir ses négociations, ses meilleurs alliés étant l'Allemagne, la France et l'Italie (qui tendent à occulter les questions polémiques de la démocratie, des droits de l'homme ou de la Tchétchénie). Ces trois pays cherchent avant tout l'accommodement avec la Russie. En outre, certains pays comme la France pensent qu'une alliance UE / Russie pourrait constituer un contrepoids à la puissance américaine. Et puis, pour la Russie, le fait d'encourager les ambitions franco-allemandes de noyau dur européen, est le meilleur moyen d'isoler ses anciens satellites.

En somme, les relations UE / Russie mettent à nu toutes les contradictions et tout le manque d'unité politique de l'UE à 25. En effet, la Russie ne trouve pas en face d'elle des fronts unis d'Etats qui vont à l'encontre des intérêts russes.

De plus, la Russie emploie des procédés particuliers pour s'allier un pays. La force de la diplomatie russe réside dans le fait de toujours dire à son interlocuteur ce qu'il souhaite entendre (conformément à l'adage de Lénine : « Dites-leur ce qu'ils veulent entendre ») et de favoriser des relations bilatérales dans lesquelles elle est toujours en position de force et avec qui elle feindra une grande amitié. « Avec les Français, elle parlera de multipolarité ; avec les Américains, de lutte contre le terrorisme ; avec les Italiens, de contrats gaziers ; avec les Allemands, de la relation privilégiée germano-russe dans la tradition de Bismarck ». ¹ Moscou utilise également les organes multilatéraux comme l'ONU, le Conseil de l'Europe ou le G8 pour mettre en avant ses ambitions globales.

Il a également l'art de mettre en concurrence différents pays pour gagner les faveurs des uns et des autres (il va par exemple préférer s'en référer d'abord à Washington pour atteindre Bruxelles ensuite). Moscou pose donc toujours ses conditions, ne se laisse jamais dicter sa conduite, et va chercher à se faire craindre (il faut dire aussi qu'elle dispose de moyens de pression commerciaux dissuasifs...).

Par exemple, la Russie a réussi à faire plier l'UE au sujet des visas que cette dernière exigeait pour la circulation des Russes entre Kaliningrad et la Russie.

Enfin, il n'est qu'à voir « l'embarras géopolitique » que la Russie a posé à l'UE lors du sommet d'Helsinki du 24 novembre 2006, au sujet de la ratification de la Charte européenne de l'Energie. La Pologne exigeait que la Russie ratifie cette Charte pour que ses approvisionnements et ceux de l'UE soient davantage sécurisés.

¹ www.diploweb.com : « La Russie, la France, l'Europe », F. Thom

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

Or, la Russie a toujours refusé de signer cette Charte, étant donné que cela sonnerait le glas du monopole de Gazprom sur les exportations de gaz. Force est de constater que la Russie a peur de perdre ses ressources nationales ; du coup, là encore, elle joue de la division des Européens (le choix de l'Allemagne, par exemple, avec son projet de gazoduc sous la Baltique contournant la Pologne, qui a mis en colère cette dernière) pour retarder la ratification de la Charte. L'UE n'a donc plus qu'à aller chercher des alternatives au monopole de Gazprom ailleurs que dans la Charte, peut-être en mer Caspienne ou en mer Noire... En effet, au cours des dernières années, le secteur de la mer Caspienne a focalisé l'attention des observateurs du secteur pétrolier. Les estimations les plus extraordinaires ont été avancées quant aux réserves d'hydrocarbures que la région recèle, alimentant un soudain regain d'intérêt : certaines faisaient état de 233 milliards de barils de pétrole, soit plus du tiers des réserves prouvées du Golfe.

1.1 Luttres d'influence en Asie centrale : Stratégies d'influence et soft power de la Russie

La Russie emploie de nombreux moyens pour préserver et sauvegarder au mieux son influence dans les pays centrasiatiques. Il est évident que la Russie veut pérenniser son influence dans cette région. C'est ainsi qu'elle applique une politique particulièrement intransigeante envers les pays qui voudraient s'affranchir de son emprise (ex : « guerre du gaz » envers la Géorgie ou l'Ukraine). Un projet de loi est d'ailleurs à l'étude en Russie pour pouvoir appliquer systématiquement des sanctions économiques à l'encontre des pays qui se détourneraient de la Russie ou qui auraient une politique inamicale envers elle, ce qui constituerait pour elle un fameux outil de pression politique.

De plus, Poutine a placé ses hommes et ceux du FSB dans les pays qu'il veut garder sous influence, ceux-ci étant chargés de soutenir les élites prorusses des pays du Caucase Sud, de collecter des renseignements sur le secteur énergétique et de surveiller les personnes qui y sont liées. En Asie centrale, beaucoup de services du KGB des anciennes Républiques soviétiques n'ont pas vraiment évolué et sont restés en fait les mêmes instruments qu'on avait connus sous le régime soviétique. Tous les maillons de l'ex-KGB devenu FSB ont été réactivés. Ainsi, la Russie peut aisément garder un contrôle sur les régimes politiques d'Asie centrale et s'assurer leur soutien. Le FSB soutient une action qui vise d'abord à présenter au mieux l'action de la Russie dans ces pays et à gommer les difficultés qu'elle rencontre. Par le biais du FSB, la Russie cherche aussi à réduire l'activité diplomatique de certains pays dès qu'ils se rapprochent de l'UE, par des pressions sur les différents ambassadeurs et par des communiqués dénonçant leurs actions. Plusieurs peuples sont donc en quelque sorte retenus en otage par la Russie, qui s'applique à influencer et à soutenir les régimes discrédités de ses voisins d'Asie centrale. D'ailleurs, par la loi du 17 mai 1999, le Kremlin peut fournir à ses compatriotes de l'étranger les moyens d'établir un gouvernement local, ce qui renforce encore la mainmise politique de la Russie sur cette région.

La Russie envisage son voisinage comme une zone à la fois d'influence, de clientélisme et de rempart contre les grandes puissances. Le clientélisme qu'elle entretient avec ses voisins est aussi bien politique que commercial, ces pays dépendant de la Russie pour leurs approvisionnements énergétiques (sujet qui sera développé par la suite). Elle utilise aussi les infrastructures de transport comme moyen d'influence, les pays d'Asie centrale étant enclavés suite à la chute de l'URSS (qui mettait tout un réseau de transport à leur disposition) : ces pays choisissent donc encore d'utiliser les voies de transport russes, n'ayant pas les moyens de développer les leurs.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

En outre, la Russie maintient une présence militaire dans les régions où il existe des conflits latents voire gelés, mais qui sont évidemment un prétexte pour garder des bases militaires sur place. Ceci dans le but d'intimider et de dissuader ces pays de s'émanciper de son emprise.

Elle propose aussi aux pays où elle dispose de bases militaires, une assistance technique, une formation des officiers et des manœuvres communes ; elle a également instauré dans ces pays une coopération renforcée dans la lutte contre le terrorisme et des échanges de renseignements.

Elle multiplie aussi les investissements, à la fois dans les pays de la CEI et dans les pays nouvellement entrés dans l'UE. Cependant, un des principaux projets de V. Poutine, l'Espace économique commun lancé en 2003 (incluant Russie, Biélorussie, Ukraine et Kazakhstan) ne parvient pas à se finaliser, en raison d'un manque de confiance réciproque entre Moscou et les autres pays parties.

La Russie est enfin passée d'un contrôle direct sur les pays de l'Est à un contrôle indirect : elle utilise une stratégie de « soft power » pour maintenir son emprise sur ses anciens satellites. Cette stratégie de soft power est véhiculée(*il voulait que je développe le soft power, ce que j'avais déjà fait mais c'était mal introduit apparemment...*) par la langue russe, qui continue d'être enseignée dans de nombreux pays du Caucase du Sud, mais aussi par les médias, qui sont rigoureusement contrôlés par Moscou (la Russie exerçant des pressions sur les médias pour éviter qu'ils ne relaient une information qui lui serait défavorable). Un lobbying particulièrement efficace est aussi exercé dans ces pays pour le maintien ou la réintroduction de l'enseignement du russe (Moscou forme gratuitement leurs enseignants et leur envoie des manuels scolaires), et la Russie sert d'interface entre la culture occidentale et les populations de la CEI, ce qui attire de nombreux étudiants.

La Russie reste donc le centre gravitationnel de la CEI et continue d'asseoir sa domination dans cette région, bien que l'UE commence à attirer certains pays.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

1.2 Une contre influence européenne minime par rapport à la Russie

Se pose d'abord un choix fondamental pour l'UE : doit-elle sacrifier ses relations avec la Russie pour défendre certains pays d'Asie centrale en leur proposant une alternative à la mainmise de Moscou sur leurs pays ? De plus, Bruxelles hésite également entre une approche régionale ou bilatérale de la région.

L'UE a une faible visibilité en Asie centrale : quelques délégations, un représentant spécial de la zone et une présence militaire limitée à l'aide à la protection de certaines frontières (au Tadjikistan par exemple). En outre, l'Europe n'est plus le seul objectif pour les exportations russes, Moscou cherchant à exporter dans le monde entier.

L'UE prendra cependant plus d'influence dans la région au fur et à mesure que les pays pencheront en faveur de la démocratie et de l'indépendance à l'égard de Moscou, et lui demanderont son soutien. Pour cela, il faudrait aussi que les puissances extérieures à la zone ne considèrent plus cette région comme l'arrière-cour de la Russie.

Elle a cependant une influence économique importante dans la région, mais qui ne suffit pas à pallier à la puissance russe. Pour ce qui est de la France par exemple, les échanges commerciaux se développent progressivement avec les pays d'Asie centrale, notamment avec ceux qui sont richement dotés en hydrocarbures. Le Kazakhstan est de loin notre premier partenaire commercial (TOTAL possède entre autres 20,3 % des parts dans le gisement de Kashagan), suivi du Turkménistan (construction d'une raffinerie à Turkmenbachi, nombreux projets de Bouygues) et de l'Ouzbékistan (projets dans le domaine du coton et de l'eau). Le Kazakhstan est aussi le premier partenaire commercial de l'UE en Asie centrale, les échanges bilatéraux s'élevant à plus de 15 milliards d'euros. De plus, ce pays est le premier bénéficiaire de l'assistance technique Tacis (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States) apportée à l'Asie centrale et reçoit à ce titre quelques 10 millions d'euros par an en moyenne. L'Ouzbékistan est quant à lui le 4^{ème} fournisseur de fil de coton de l'UE, l'industrie textile représentant une part importante des échanges entre l'Union et ce pays. La République kirghize bénéficie aussi de projets dans le cadre de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et d'une aide Tacis à long terme. Enfin, près de 78 % des exportations tadjikes vers l'Europe consistent en des produits textiles, tandis que l'Union européenne exporte essentiellement des machines vers ce pays.

L'influence économique européenne dans la région est donc largement confinée au financement de programmes d'aide au développement, même si sa présence en Asie centrale est significative du positionnement géostratégique de la zone : celle-ci étant à la fois convoitée par la Russie, les Etats-Unis et l'Europe, qui cherchent évidemment de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique. Ainsi, même si l'UE ne peut se construire des partenariats commerciaux denses et solides avec tous les pays de la région, elle est cependant présente en Asie centrale pour faire valoir ses intérêts : et c'est ce qui compte par-dessus tout dans le jeu des puissances.

2. Les relations russo-européennes à travers les hydrocarbures.

Moscou a subi une perte de puissance accélérée suite à l'effondrement de l'Union soviétique, dont les conséquences sont encore durement ressenties par les dirigeants et responsables politiques. Afin de retrouver le statut de puissance mondiale qu'elle considère mériter, la Russie s'emploie à développer son économie, qui est devenue le moyen incontournable pour asseoir une stratégie de puissance globale. Or, c'est dans le domaine économique qu'elle est la plus faible : en effet, son produit intérieur brut la situe entre les Pays-Bas et la Belgique, alors que sur le plan diplomatique, elle réussit à s'imposer comme un acteur de poids dans la plupart des grands dossiers internationaux (l'Iran, dans une certaine mesure la Corée du Nord, la lutte contre le terrorisme islamiste, etc.). Pour réaliser l'objectif de développement économique, considéré comme primordial, elle s'appuie sur ses ressources naturelles, en particulier le pétrole (dont elle est le second producteur mondial – il faut savoir qu'en 2004, elle était même au premier rang, devant l'Arabie Saoudite), et le gaz naturel, dont elle est le premier producteur mondial, disposant également des plus grandes réserves au monde). Moscou s'impose donc aujourd'hui comme une puissance énergétique de premier plan, en raison à la fois de son poids sur le marché énergétique mondial et de la volonté de ses dirigeants d'utiliser le facteur énergétique comme un instrument de puissance vis-à-vis de l'extérieur. A ce titre, il est utile de noter que le président Vladimir Vladimirovitch Poutine a obtenu une thèse de l'Université de Saint-Petersbourg dont le sujet était la « sécurité énergétique ». Cela explique certainement en partie sa faculté d'utiliser l'arme énergétique dans les relations étrangères russes.

La situation actuelle sur les marchés mondiaux de l'énergie est une des raisons qui accroît sensiblement ce vecteur de puissance russe. Sur le plan structurel, l'accroissement de la demande, entraîné par une croissance économique soutenue des pays émergents (principalement la Chine et l'Inde) et la hausse de la demande aux Etats-Unis, fait apparaître une probable multiplication des luttes d'influence et guerres pour l'accès aux hydrocarbures (c'est le cas, respectivement, dans la mer Caspienne et en Irak). En outre, d'un point de vue conjoncturel, la déroute américaine en Irak et l'incertitude face à l'Iran, engagé dans un programme nucléaire dont l'aboutissement pourrait modifier l'équilibre géostratégique dans le « grand » Moyen-Orient et la volonté des spéculateurs financiers de prendre partie aux bénéfices potentiels sur les marchés énergétiques boursiers accentuent l'instabilité et tendent à accroître les prix. De plus, la décision des pays de l'OPEP de profiter davantage de la manne pétrolière, en refusant d'augmenter leur production pour soutenir la hausse des prix, amplifie les phénomènes évoqués plus haut. Enfin, l'infrastructure du secteur énergétique étant extrêmement lourde à mettre en place, il est compliqué d'augmenter les capacités actuelles de production. Voilà le contexte énergétique international ; il était essentiel de rapidement le présenter afin de mieux saisir les conséquences qui en découlent pour l'Union européenne dans sa relation avec Moscou.

2.1 Stratégie russe dans le secteur énergétique et tactiques employées

L'impact de la hausse des prix du pétrole sur la Russie est vertigineux : ainsi, Thierry de Montbrial rappelle² qu'une hausse de 1 dollar du cours du brut sur l'année accroît le PIB russe de 0,3 points. Il est utile de rappeler que le cours du baril était en 2001 de l'ordre de 15 à 17 dollars (les analystes estimaient que c'était un cours suffisant pour que le budget fédéral russe puisse être bouclé) ; il fluctue, cette année, entre 60 et 70 dollars. Ces chiffres permettent de saisir toute l'embellie de l'économie russe sous la présidence de V.Poutine, et ce même si le pétrole n'en est pas le seul facteur responsable. Cela met également en relief l'importance qu'accordent à la Russie les Etats consommateurs. En retour, les responsables russes entendent maximiser le profit qu'ils peuvent obtenir en échange de leurs ressources d'hydrocarbures. Il est désormais acquis qu'ils mettront en concurrence l'Europe, les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Inde en ce qui concerne l'accès à ces dernières. Cela s'est vu par exemple lors de la concurrence entre la Chine et le Japon sur le tracé d'un pipeline ; les Russes, ne voulant pas dépendre uniquement des Chinois, ont choisi un tracé qui aboutit à l'Océan Pacifique, tout en continuant à faire miroiter la possibilité d'un raccordement continental ultérieur vers la Chine. En échange de ressources stratégiques, des avantages stratégiques seront recherchés : c'est ainsi que se profile un accroissement de la puissance russe dans les années à venir. Dans les discours³, les responsables russes évoquent une stratégie d'exportation globale, ce qui montre cette volonté de mettre en concurrence les clients potentiels. L'Europe est pleinement concernée par cette problématique car, habituée aux livraisons russes, elle devra s'adapter pour faire prévaloir ses intérêts au détriment d'autres clients ; à défaut, il faudra s'assurer d'un approvisionnement des ressources venant d'autres régions du monde ; hypothèse peu plausible, étant donné l'importance des réserves énergétiques de la Russie.

Moscou exploite au maximum ses capacités dans le domaine pétrolier, afin de maximiser les rentes actuelles et d'accélérer son développement économique, après la décennie 1990 où le délabrement de son économie l'a mise dans une situation de dépendance vis-à-vis des institutions financières occidentales (il s'agit de la Banque mondiale et du Fond monétaire international, dont les prêts accordés ont permis de ne pas sombrer dans le chaos). C'est pour cette raison qu'elle est aujourd'hui le second exportateur mondial de pétrole ; il faut préciser que l'Arabie Saoudite suit une logique différente, consistant à maintenir sa production à un niveau suffisamment bas pour éviter des baisses de prix, alors qu'elle est le seul acteur qui pourrait actuellement accroître sensiblement sa production dans des délais relativement courts. En ce qui concerne le gaz naturel, Moscou suit une stratégie héritée des grands contrats avec l'Europe datant de la période soviétique. L'UE est actuellement le client principal de la Russie en ce qui concerne le gaz, et pourrait le rester dans les prochaines décennies.

Les dirigeants russes s'emploient à accroître la présence de Gazprom (entreprise issue du Ministère du Gaz de l'époque soviétique, détenue à 50,1% par l'Etat et qui dispose du monopole pour l'exportation du gaz naturel) en aval du marché, c'est-à-dire en servant directement les consommateurs européens. Ceci est valable pour l'Europe occidentale, mais également pour ses anciens satellites : en effet, les entreprises russes ont été très actives lorsque ces pays ont libéralisé leur secteur énergétique, et ont ainsi pu acquérir une part

² *Perspectives*, RAMSES 2007. L'Europe dans le monde, IFRI, Dunod, Paris, 2006.

³ *Les Echos*, 27 novembre 2006, interview du vice-président de Gazprom Alexander Medvedev.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

considérable de l'infrastructure, des entreprises et des gazoducs servant au transport vers l'Europe occidentale. Les anciens satellites ont pourtant voulu s'émanciper et assurer leur indépendance énergétique en excluant la Russie ; ils n'ont pas pu/su le faire, faute de soutien occidental ferme. Enfin, il faut rappeler que les tactiques employées par Moscou pour y parvenir ont été très habiles, dans la mesure où les entreprises russes, bénéficiant pour des raisons historiques d'une mauvaise image de marque, ont utilisé des montages financiers complexes, avançant ainsi dans leurs acquisitions de manière masquée⁴.

Les entreprises russes avaient en effet créé des sociétés écrans pour rendre impossible l'identification des propriétaires réels, et ont eu recours à du chantage et des intimidations pour pouvoir mener leurs acquisitions à bien. Ces manières d'opérer et les moyens mis en œuvre s'expliquent par l'importance stratégique accordée à l'infrastructure énergétique des anciens pays du bloc de l'Est. En ce qui concerne l'Europe occidentale, Gazprom vient de créer sa filiale française, qui dispose d'une dizaine de clients⁵ desservis auparavant par Gaz de France, et souhaite faire passer ce nombre à 1000 dans les 5 prochaines années (Gazprom s'est en retour engagé à livrer du gaz jusqu'en 2035). Cette présence est toutefois faible par rapport à la Grande-Bretagne, où sa filiale a déjà plus de 1000 clients et vend 4 milliards de mètres cubes par an ; et surtout l'Allemagne, où le consortium Wingas, créé par Gazprom et Wintershall, détient 15% du marché. Enfin, Gazprom vient de signer un accord stratégique en Italie avec l'opérateur Enel, et il pourra également accéder directement aux clients en échange d'un approvisionnement assuré jusqu'en 2035.

L'exportation du pétrole et du gaz est utilisée sur le plan diplomatique pour mettre en concurrence les grandes régions consommatrices. Ainsi, concernant le gaz, une menace pèse sur la pérennité des livraisons à l'Europe, dans la mesure où la Russie agite la possibilité de réorienter ses exportations vers l'Asie (elle a ainsi signé récemment un contrat avec la Chine, portant sur une livraison de 30 milliards de mètres cubes par an à partir de 2011, ce qui tend à rendre cette hypothèse plus crédible).

Réorienter les exportations est toutefois long à mettre en place, car les infrastructures nécessaires au transport n'existent pas pour le moment. De plus, cette possibilité aurait des coûts financiers majeurs, étant donné l'étendue des territoires qu'il faudrait traverser. Cependant, les besoins énergétiques croissants de la Chine, de l'Inde et du Japon ne permettent pas d'exclure définitivement une telle éventualité, dans la mesure où ces pays pourraient s'engager à participer au financement de l'infrastructure de transport. Il est nécessaire, à ce niveau, d'introduire une donnée technologique : c'est la maîtrise de la liquéfaction du gaz naturel, dont les Russes ne disposent pas encore. Ce savoir-faire pourrait potentiellement avoir des conséquences désastreuses pour l'Union européenne.

Cela permettrait à la Russie de diversifier la destination de ses exportations de gaz, y compris vers les Etats-Unis. L'Europe aurait des difficultés certaines, dans cette hypothèse, à s'assurer un approvisionnement en gaz durable et en quantités suffisantes ; encore une fois, cette mise en compétition des clients potentiels aurait pour conséquence une montée des prix. Il ne s'agit pas pour autant de dire que l'UE doit chercher à empêcher la Russie d'accéder à la

4 Rapport d'informations parlementaire sur la Russie, disponible sur www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i1989.asp

5 Les informations qui suivent proviennent d'une interview du vice-président de Gazprom, Alexander Medvedev, parue dans Les Echos, édition du 27 novembre 2006.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

maîtrise de cette technologie ; toutefois, il est essentiel de souligner que cette étape aurait des répercussions dont il faut envisager les conséquences dès aujourd'hui afin d'éviter d'être pris au dépourvu.

C'est sous cet angle que doit être étudié la coopération russo-allemande qui passe par la construction d'un gazoduc sous la Mer Baltique et vise à prémunir l'Allemagne contre un retournement de la stratégie d'exportation énergétique russe, car Berlin est actuellement dépendant du gaz russe à hauteur de 35%, et cette dépendance va croître dans les prochaines années⁶. En participant financièrement à ce projet, Berlin s'assure un approvisionnement énergétique durable à des prix convenus à l'avance.

Il faut à présent aborder la « géopolitique des tubes »⁷. Le gaz russe était jusqu'à présent exporté exclusivement via l'Ukraine. Or, les nouvelles voies de transport, passant sous la Mer Baltique et contournant ainsi par le nord les Etats baltes et la Pologne (membres de l'OTAN), le gazoduc *Yamal* transitant par la Biélorussie, et le *Blue Stream Pipeline* passant sous la Mer Noire ont offert la possibilité à la Russie de contourner ces anciens satellites. De plus, le gazoduc nord-européen, considéré comme stratégique par V. Poutine, sera protégé par la marine russe, ce qui lui permet de reprendre pied dans la Baltique et d'assurer un débouché vers les mers chaudes (ainsi, les échiquiers géoéconomique et géopolitique se complètent).

Ceci a plusieurs conséquences dont il s'agit de tirer les enseignements : tout d'abord, la capacité pour les anciens satellites soviétiques d'exercer des pressions sur Moscou en est amoindrie ; deuxièmement, cela tend à les rendre moins importants pour l'Occident, car leur rôle potentiel dans les négociations énergétiques Europe - Russie en est affaibli, dans la mesure où leur avis comptera moins voire sera totalement ignoré.

Enfin, ils se retrouvent isolés et dans le même temps dépendants sur le plan énergétique vis-à-vis de Moscou. Le sénateur américain Richard Lugar⁸ a récemment déclaré qu'un conflit énergétique dans lequel un pays membre de l'OTAN serait impliqué équivaldrait à une attaque armée ; pourtant, qui se souviendra de ces mots dans l'hypothèse où ceci venait réellement à se produire ? En d'autres termes, quel pays européen serait prêt à assumer une rupture de ses approvisionnements énergétiques venant de Russie pour assurer l'indépendance énergétique d'un pays d'Europe centrale ou orientale ? Et comment celle-ci serait-elle assurée ? Cette hypothèse peut sembler extrême, dans la mesure où l'URSS n'a jamais coupé l'approvisionnement énergétique à l'Europe occidentale, même dans les moments les plus tendus de la guerre froide.

Mais elle a l'intérêt de montrer l'impossibilité pour les pays membres de l'OTAN d'intervenir, au cas où cette menace venait à être agitée. Il faut dès lors en conclure que les anciens satellites de Moscou devront impérativement se plier aux conditions russes, sous peine de mettre dans l'embarras le monde occidental et de provoquer une crise internationale. Qui a dit que Moscou n'avait plus d'influence sur ces anciens satellites européens.

⁶ Interview de Gerhard Schröder, www.lemonde.fr/web/article/0,1@2-3214,36-830767@51-826686,0.html

⁷ Le dessous des cartes : Atlas géopolitique, Jean-Christophe Victor, Franck Tétart, Virginie Raisson, éditions Tallandier, Paris, 2005.

⁸ <http://fr.rian.ru/world/20061128/56105992.html>

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

La mise en concurrence des clients potentiels ne se fait pas seulement par aires régionales : en effet, elle intervient également au sein d'une région qui a des besoins importants. L'exemple le plus emblématique est l'Asie où la Russie profite des tensions sino-japonaises pour mettre ces rivaux en compétition en ce qui concerne l'accès aux hydrocarbures. La décision de V. Poutine de faire aboutir un nouvel oléoduc sur l'Océan Pacifique, permettant ainsi d'approvisionner non seulement la Chine (qui souhaitait un transit continental jusqu'à son territoire) mais également la possibilité d'approvisionner le Japon et les Etats-Unis doit être envisagée sous cet angle. Il est ainsi notable de constater que la Russie ne souhaite pas dépendre d'un seul client en matière d'exportations, ce qui aurait des implications géopolitique et stratégique évidentes. Une maîtrise totale de ses exportations d'hydrocarbures est ainsi privilégiée. En outre, ceci a pour effet d'exacerber la compétition entre les clients potentiels, ce qui augmente par la même occasion les gains financiers tirés de l'opération.

La Russie peut aussi en attendre d'autres bénéfiques et demander en retour au Japon d'investir en Sibérie, ce qui aura pour effet de freiner l'influence croissante de la Chine dans cette région ; quand à la population russe vivant sur ce territoire, elle recevra cette décision avec bienveillance, car la peur de l'invasion économique et démographique chinoise y est très présente. Enfin, un accroissement de l'approvisionnement en hydrocarbures russes du Japon pourrait limiter les revendications territoriales de ce pays sur les îles Kouriles. L'art de la stratégie russe est pleinement visible dans cet exemple, dans la mesure où une action a de multiples avantages se répercutant sur différents échiquiers (économique, politique, diplomatique et stratégique).

2.2 Points faibles et contradictions à exploiter dans un rapport du faible au fort

La Russie est largement dépendante, sur le plan financier, de la manne pétrolière actuelle : en effet, sa croissance repose essentiellement, comme nous l'avons vu plus haut, sur un cours élevé du baril (cette dépendance est souligné dans un rapport récent de l'OCDE⁹). En outre, l'Europe est son premier client, ce qui lui donne potentiellement la possibilité d'exploiter cet atout pour améliorer sa position dans les négociations. Il faut cependant admettre que pour le moment le manque d'unité des pays européens les a privé de l'utilisation de cette position qui pourrait se révéler favorable, afin d'aboutir à la conclusion de contrats plus avantageux pour les intérêts européens. Gazprom, qui a saisi l'opportunité de la libéralisation du secteur énergétique au sein de l'Union, se positionne chaque jour davantage sur le marché européen.

Il est étonnant de constater que l'Union européenne n'obtienne pas en retour un accès aux ressources russes. Bien au contraire, ses groupes pétroliers subissent régulièrement des revers car les dirigeants de Moscou entendent garder la mainmise sur leurs ressources stratégiques ; pour y parvenir, ils n'hésitent plus à remettre en cause les contrats signés, ce qui suit une tendance observée également en Amérique latine où les pays exportateurs exigent davantage de revenus en échange du pétrole. Cependant, la différence majeure entre le Venezuela ou la Bolivie et la Russie, est que les premiers cherchent uniquement des gains financiers alors que les Russes souhaitent retrouver le contrôle des grands gisements et leurs exploitations. Leur dépendance technologique est plus faible qu'en ce qui concerne les Etats latino-américains. Cependant, ce retour en arrière présente plusieurs défis pour la Russie, qu'elle n'arrivera pas à résoudre sans un soutien occidental.

⁹ <http://www.lemonde.fr/web/article0,1-0@2-3234,36-839084@51-839181,0.html>

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

Tout d'abord, l'état de l'infrastructure de transport du brut russe est dans un mauvais état, car elle a été construite dans les années 1960 et 1970 et commence à vieillir. En outre, le manque d'entretien, notamment pendant les années 1990, va finir par entraîner des incertitudes quant à la livraison effective des hydrocarbures. Or, cette modernisation sera coûteuse, et la Russie ne peut la financer seule. Ce fait pourrait permettre aux groupes occidentaux d'intervenir dans ces contrats et d'améliorer leur position en Russie. Il faut également souligner que ce réseau d'évacuation est déjà proche de ces capacités maximums, ce qui signifie l'impossibilité pour la Russie d'accroître ses exportations à court terme. Moscou essaie de palier à ces difficultés en lançant des projets de construction d'oléoducs, de terminaux pétroliers et d'installations portuaires, afin d'augmenter ses capacités d'exportation. Mais le coût élevé de ses infrastructures est une autre possibilité pour les Occidentaux de se rendre indispensables en obtenant des contrats avantageux. De manière générale, le manque de débouchés maritimes sur des mers chaudes et donc des ports accessibles toute l'année pèse sur la capacité russe à augmenter de manière sensible ses exportations.

En ce qui concerne l'exploitation de nouveaux gisements, les problèmes techniques viennent s'ajouter aux difficultés de transport. En effet, la hausse des exportations de pétrole de ces dernières années repose sur des gisements déjà exploités du temps de l'Union soviétique ; ces derniers s'épuisent avec le temps. Pour assurer la pérennité des exportations, il est indispensable d'explorer de nouveaux champs, situés en Sibérie orientale, en Arctique et dans l'Extrême-Orient russe. Or les conditions climatiques extrêmes rendent l'exploitation difficile sur le plan technique, dans la mesure où le matériel devra être capable de supporter une grande amplitude thermique. En outre, les gisements sont plus profonds, ce qui nécessite une technologie d'exploration et d'exploitation plus récente et donc plus coûteuse. Moscou aura besoin de l'Occident pour financer une partie de ces projets et pour assurer des transferts technologiques aux entreprises russes, ce qui constitue indéniablement un atout susceptible d'améliorer la position des Européens dans les futures négociations concernant ces champs. Précisons qu'il convient mieux de parler des Européens que de l'Union européenne, car celle-ci, par manque d'ambition et de stratégie, reste divisée, et se place volontairement dans une situation inconfortable pour affronter ce rapport de force.

La volonté russe d'intervenir sur le marché énergétique européen révèle, enfin, une contradiction que les pays de l'Union européenne n'ont pas encore su exploiter. Le fait de profiter de la libéralisation des marchés en Europe pour s'y implanter et accroître ses gains financiers, tout en verrouillant davantage ses propres marchés, ne respecte pas le principe de réciprocité. La partie russe justifie cela en soulignant qu'elle fournit à l'Europe l'énergie (en particulier le gaz) dont elle a besoin : il s'agit de la « sécurité énergétique ». Toutefois, il ne faut pas omettre que les Russes sont bénéficiaires de la manne financière en retour, dont ils sont de plus en plus dépendants.

Ceci ouvre une possibilité de pressions non négligeable dans le cadre des négociations UE – Russie, à condition toutefois que les Européens aient la volonté politique de l'exploiter pour construire ainsi un partenariat plus favorable. Cependant, il faut rappeler la tactique russe qui consiste à passer des accords bilatéraux avec les « poids lourds » de l'Union et ainsi d'accroître les divisions intra-européennes. Cette donne semble à revoir afin d'éviter des positions européennes défavorables dans les rapports de force.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

Dans le domaine gazier, les engagements de la Russie se sont accrus, et les prévisions (optimistes) de l'avenir de la production nécessitent des investissements colossaux (de l'ordre de 164 à 171 milliards de dollars pour une production d'environ 650 milliards de mètres cubes de gaz en 2010 et de 710 à 730 milliards de mètres cubes annuels à l'horizon 2020¹⁰). Or, malgré les récentes augmentations du prix du gaz vis-à-vis des pays importateurs, Gazprom ne dispose pas des capacités financières suffisantes. Celles-ci vont progressivement croître, avec la hausse du prix des livraisons sur le marché domestique, mais de manière insuffisante pour répondre au défi qui consiste à explorer des régions de plus en plus éloignées. La question du transport reste également en suspens, le coût des infrastructures d'évacuation étant trop élevé pour les capacités financières russes. Or, dans le même temps, Gazprom investit dans la création de filiales en Europe, sans se donner les moyens de répondre à ces interrogations majeures.

Cela crée une incertitude supplémentaire sur les approvisionnements futurs (pour le moment, les accords signés avec certains pays d'Asie centrale, tel le Turkménistan, consistant pour la Russie à acheter du gaz à un prix bas pour le revendre plus cher aux Européens ensuite, ont permis de différer l'exploitation des champs difficiles d'accès). Il faut aborder les objectifs russes de long terme afin d'acquiescer plus de lisibilité des événements actuels. L'implantation en Europe occidentale se fait dans le but d'intervenir en aval du marché, et accéder directement au consommateur, car c'est là que se situe la plus-value potentielle la plus importante. Ceci concorde avec un intérêt stratégique consistant à accroître la dépendance européenne vis-à-vis des approvisionnements russes, ce qui accentuera à l'avenir les difficultés pour diversifier les sources d'approvisionnement et limiter les dépendances ainsi engendrées.

Cependant, assurer une véritable sécurité énergétique pour les Européens passe nécessairement par l'intervention en amont. Des prises de participation dans l'offre énergétique permettront le financement des infrastructures nécessaires pour répondre à l'accroissement de la demande en Europe et constituera un pendant aux prises de participation de Gazprom en aval des marchés. Les Russes sont conscients des limites de leur politique actuelle et de la nécessité d'ouvrir leur marché aux Occidentaux. Pour autant, l'Europe devra tenir un discours unique pour négocier un maximum de gains en échange de certains financements et des transferts de technologie qui pourraient aller de pair.

La nécessité de favoriser le développement économique, ainsi que les résultats très mitigés des privatisations durant les années 1990 ont incité l'Etat à redevenir un acteur majeur du secteur énergétique, afin de favoriser les réformes nécessaires à son renouveau. Ceci passe par un durcissement des conditions d'attribution des licences aux groupes étrangers souhaitant intervenir en Russie et l'attribution des licences pour les champs jugés stratégiques, aux entreprises privées agissant pour l'intérêt national.

Ces entreprises ont par ailleurs accueilli à des postes clés des hommes proches de V. Poutine, ce qui a permis la reprise en main par l'Etat des secteurs sensibles de l'économie sans passer par des privatisations (voir, à ce sujet, la partie consacrée aux réseaux de pouvoir en Russie). Cette reprise en main s'est faite parfois au détriment des oligarques ayant fait fortune durant la présidence de Boris Eltsine, et qui ont refusé de se plier aux conditions posées par l'actuel président russe (le cas le plus célèbre est celui de Mikhaïl Khodorkovski qui purge actuellement sa peine de prison).

¹⁰ Synthèse numéro 97 : *Le pétrole russe*, Laurent Rucker, chargé d'études aux Courriers des pays de l'Est, et maître de conférences à l'IEP Paris ; disponible sur www.robert-schuman.org/Synth97.htm.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

D'autres ont accepté les conditions posées par le nouveau pouvoir, et continuent de s'enrichir (*business as usual*). En outre, les régions ont également été marginalisées au profit de l'Etat central : en effet, certains gouverneurs menaient une politique plus ou moins indépendante de Moscou ; leur capacité économique a été fortement réduite au profit de l'Etat central. Il faut également rappeler que le président russe, en décidant de nommer des gouverneurs qui auparavant étaient élus, a ainsi mis fin au fédéralisme en Russie.

En ce qui concerne les grandes entreprises, l'objectif est de former des groupes capables de rivaliser avec les concurrents étrangers, notamment occidentaux, et d'agir dans l'intérêt de l'Etat, tout en les mettant en concurrence entre eux sur le plan national. Cette stratégie est visible lorsque l'on observe les regroupements qui ont permis à Gazprom ou à Rosneft d'atteindre leur taille actuelle (Gazprom est la quatrième capitalisation boursière au monde ; George Soros dit qu'en acheter une action de Rosneft équivalait à « prendre une part de Goulag »).

Cependant, les actions des groupes de pression et les divergences d'intérêt entre différentes tendances au sein même des hautes sphères du pouvoir, sont un élément difficilement conceptualisable. Le travail réalisé dans ce dossier concernant les réseaux de pouvoir tente d'y apporter quelques éléments de réponse. Il ne fait pas de doute qu'une action offensive visant à améliorer les positions françaises, et plus largement européennes, en Russie, devra s'appuyer sur ces contradictions et rivalités internes afin d'en tirer des avantages tactiquement exploitables. La nécessité de l'adaptation de l'économie russe aux règles de marché occidentales, en termes de transparence notamment, afin de normaliser son statut d'économie de marché, est un autre point faible, potentiellement utilisable dans une logique offensive.

3. Les prises de participation Russes dans EADS

La hausse du coût des matières premières (pétrole, gaz) dont la Russie est un exportateur traditionnel lui a permis de rembourser ses dettes par anticipation aux pays riches et aux organisations internationales. La Russie dispose aujourd'hui d'une rente confortable pour mettre en place une stratégie de puissance dans un rapport géopolitique continental qui est historiquement le sien : repousser son influence toujours plus loin de ses frontières vers les mers. Pierre le Grand, Tsar puis Empereur de Russie de 1682 à 1725, écrivit dans son Testament qui donnait à la Russie un rôle dominateur au niveau mondial : « Ne rien négliger pour donner à la nation russe des formes et des usages européens, [...] maintenir l'Etat dans un système de guerre continuelle, [...] La Russie cherchera toujours à se mêler à tout prix, soit par force, soit par ruse, des querelles de l'Europe, et surtout de celles de l'Allemagne [...], jouer sur les ambitions de la France et de l'Autriche, ces deux cours rivales et ennemies naturelles. »

La Russie a toujours eu une volonté de domination en Europe occidentale, les visées militaires se sont progressivement transformées en ambitions géoéconomiques. Depuis la crise financière de 1998, la Russie dispose d'un bras armé pour assouvir ses besoins de conquête économique, la manne énergétique.

Les récentes prises de participation de l'Etat Russe dans EADS et son souhait affiché d'intégrer le conseil d'administration du premier avionneur et entreprise de défense européenne semblent montrer au monde la stratégie d'un rapprochement militaro-industriel sur le continent Eurasiatique. Cependant l'Union Européenne est-elle réellement dépendante de Moscou ? La Russie a-t-elle une volonté géostratégique de domination en Europe ou ne cherche-t-elle pas simplement un partenariat commercial majeur ? Quel rôle joue EADS dans cette lutte stratégique ?

3.1 Prises de participation dans EADS : partie prenante de la stratégie de puissance russe

EADS est le n°1 européen et n°2 mondial de l'industrie aéronautique, spatiale et de défense. Le holding européen détient notamment des industries de souveraineté comme Airbus (100%), la division EADS Espace avec ses participations dans Ariane Espace, les systèmes de défense et de sécurité. EADS intervient également dans les domaines des systèmes intégrés de missiles, avions de combat, électronique de défense, communications et services militaires. Le groupe détient notamment le constructeur Eurocopter et a une large participation dans Dassault Aviation (46%). Cependant après la déconfiture boursière due aux retards consécutifs dans la construction du géant A380, peut-on reprocher à l'Etat russe d'avoir acquis 7% du capital d'EADS par l'intermédiaire de sa banque publique Vnechtorgbank profitant alors de la perte sèche de 30% du cours de son action ? La prise de participation russe ayant été faite dans la partie flottante de l'actionnariat d'EADS, les équilibres au sein du holding ne sont pas remis en cause aujourd'hui notamment entre l'Allemagne et la France qui détiennent encore 22,5% chacun du capital. Cette attaque en règle paraît d'autant plus légitime que le groupe européen détient lui-même 10 % du constructeur d'avions russe de combat Irkout.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

Toutefois, des signaux venus de Moscou montrent que la Russie ne souhaite pas s'arrêter là. Premièrement, Vladimir Poutine a effectué un premier chantage en remettant en cause les conditions d'exploitation des champs de pétrole de Shell et des permis d'exploration de Total. Poutine tient à prouver que la Russie a moins besoin des capitaux de ses partenaires européens pour financer l'exploitation de ses ressources naturelles que les l'Union Européenne a besoin d'elle pour s'approvisionner en énergie, notamment en gaz. La dépendance de l'UE vis-à-vis de l'énergie russe semble si élevée que les autorités européennes voient la Russie comme le premier et le plus sûr fournisseur de gaz du continent en ces temps de troubles géopolitiques au Proche-Orient. Deuxièmement, la Russie annonce sa volonté de devenir à terme un partenaire industriel stratégique d'EADS et d'obtenir au moins une participation de blocage dans le consortium européen. Sachant qu'EADS est une société de droit néerlandais, un projet de loi aux Pays-Bas va pousser le seuil de blocage d'une entreprise de 25% à 30% de son capital social. Si la Russie atteignait les 30% escomptés, elle aurait davantage d'influence que l'Allemagne et la France pris indépendamment au conseil d'administration du groupe.

D'après Sergueï Prikhodko, bras droit du Président russe pour la communication, « La question est de savoir si nos partenaires sont prêts pour cette sorte de partenariat en profondeur et s'ils nous invitent à coopérer dans ce sens. » Il a toutefois déclaré qu'une telle montée au capital prendrait du temps et qu'elle dépendrait de la conclusion d'un partenariat industriel avec EADS succédant des accords politiques bilatéraux entre l'Allemagne, la France, l'Espagne et la Russie.

Pour la Russie un conglomérat paneuropéen sera plus fort que l'EADS d'aujourd'hui face à Boeing et Lockheed-Martin. Mais les Etats européens voient dans l'industrie aéronautique et de défense une activité de souveraineté. Le fait est que la Russie a rejoint l'Europe sur l'échiquier politique, mais demeure relativement faible sur le plan économique et militaire (hors nucléaire et espace). Une influence notoire dans le holding européen lui procurerait un accès direct à la technologie de défense et à l'ingénierie militaire d'EADS, les transferts de technologie étant ce que redoutent le plus Jacques Chirac et Angela Merkel.

La Russie rechercherait donc un partenariat stratégique militaro-industriel paneuropéen de long terme afin de redorer son influence vers l'ouest et d'éviter un isolement face aux Etats-Unis, et à moindre mesure à l'UE, dû à la dérive de son pouvoir politique. Cela en tirant profit de sa manne financière et de la dépendance Européenne pour son gaz.

3.2 Un partenariat commercial sous influence

Andreï Kostine, le président de la Vneshtrobank, actionnaire d'EADS à 7%, a déclaré que les avionneurs russes aspiraient à coopérer plus étroitement avec EADS. La forme de ce partenariat pourrait être un échange d'actifs, une coproduction ou la création d'un holding aéronautique paneuropéen. Pour Kostine il s'agit du premier pas vers une intégration dans la construction aéronautique civile. Rappelons qu'Airbus est l'avionneur civil européen détenu à 100% par EADS depuis la sortie du capital de BAE Systems (groupe britannique). La Russie ne jugerait donc pas utile dans un premier temps une participation à la gestion d'EADS, mais militerait pour la création d'un holding paneuropéen de construction d'avions commerciaux. Le financement russe se ferait en cascade en déversant sa participation dans EADS dans Airbus et par échanges d'actifs via son nouveau groupe aéronautique unifié OAK pour acquérir une plus large emprise sur Airbus.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

Cette co-gestion de l'avionneur est à mettre en parallèle avec le projet d'unification du secteur aéronautique Russe. Un nouveau groupe réunira les entreprises aéronautiques civiles et militaires sélectionnées par le Kremlin (MiG, Soukhoï, Tupolev, Iakovlev et Irkout dont EADS détient 10%). Dans OAK l'Etat russe déterminera les modèles d'appareils à développer et assurera le soutien public à la production, il pourra également nommer les administrateurs. La participation de l'Etat au capital social du groupe est fixée à 75%.

Une participation directe de la Russie dans Airbus aurait pour premier bénéfice de calmer les inquiétudes des dirigeants franco-allemand quant à la technologie militaire. Mais la Russie, toujours par ce jeu de négociation avec le gaz comme corollaire, souhaiterait le plus rapidement possible obtenir des sièges au conseil d'administration d'Airbus afin d'avoir accès à la technologie de l'aéronautique civil européen, de relancer son industrie aéronautique et d'être partie prenante dans son vaste programme de renouvellement du parc russe d'avions civils vieillissant.

En effet, la Russie est un grand marché d'écoulement pour Airbus, le partenariat avec l'avionneur est proposé comme le sauveur d'Airbus par Moscou. La Russie pourrait à terme ouvrir son marché à Airbus en réduisant les droits de douane sur les importations aéronautiques. Selon Andreï Kostine « Le gouvernement a la possibilité de prêter assistance à EADS qui se trouve dans une passe difficile, en contraignant Aeroflot à faire l'acquisition de 22 A380 ». La même compagnie dit souhaiter acquérir quelques 45 A320 avant 2010. La croissance économique russe tirée par la hausse des prix des matières premières ne manque pas d'attirer Airbus et sa maison mère EADS vers un renforcement de sa coopération avec Moscou, quitte à perdre une partie de son indépendance et de sa souveraineté.

3.3 Quel est le rôle d'EADS dans l'affrontement stratégique ?

Les dirigeants d'EADS confirment l'existence de discussions dans l'objectif de développer la coopération industrielle avec le secteur aéronautique russe sans pour autant avouer avoir l'intention de faire évoluer le mode de gouvernance du groupe, ni celui d'Airbus, sa filiale contrôlée à 100%.

Car le holding européen voit dans un partenariat rapproché avec la Russie une façon de relancer Airbus (64% du chiffre d'affaires d'EADS) face à Boeing. Une cogestion russe permettrait à EADS de négocier un rôle important dans OAK, le nouveau groupe aéronautique unifié, dont EADS est déjà actionnaire d'Irkout. Ce partenariat permettrait également au groupe européen d'obtenir une garantie d'accès aux ressources de matières premières.

EADS semble donc faire fi des volontés politiques françaises et allemandes afin de contenter son actionnariat, en particulier dans la partie flottante de son capital. Malgré les règles de gouvernance actuelles qui prévoient que les droits majoritaires détenus par les actionnaires clés du groupe ne peuvent pas être contournés par des actionnaires individuels, quelle que soit leur position dans le flottant, la direction du holding étudie plusieurs alternatives qui pourraient modifier la constitution de son capital ou celui de sa filiale détenue à 100 %, Airbus.

L'actionnariat d'EADS comprend Daimler Chrysler (22,3%) pour les intérêts allemands, le holding Sogade qui représente l'Etat français actionnaire et le groupe Lagardère avec conjointement 20% accompagnés de la Caisse des dépôts et consignations

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

(2,25%) portent les intérêts français à 22,25%. Enfin, le holding public espagnol Sepi détient 5,4% du capital. Le flottant représenterait entre 33 et 40% du capital.

Le dilemme des dirigeants serait maintenant d'ouvrir le capital sans abandonner le pouvoir « souverain » des Européens. Le montage retenu doit à tout prix limiter la contribution financière d'EADS aux pertes d'Airbus en augmentant celle des compagnies clientes et des partenaires industriels, et éviter une augmentation de capital du groupe qui réduirait la participation des actionnaires Français et Allemands. Dans ce jeu la participation des compagnies clientes sont comprises comme une cogestion du groupe Russe unifié OAK (qui reprendra la participation de Vnechtorgbank bientôt privatisée) et par des participations étendues de fonds d'investissements qui auraient un intérêt stratégique à entrer dans le capital d'Airbus.

Ainsi, on évoque l'entrée des Emirats Arabes Unis et du Qatar dans Airbus, deux grands pays clients dans une région en plein essor économique, par l'intermédiaire de Dubaï International Capital (DIC) et Qatar Investment Authority (QIA). Ces deux fonds augmenteraient plus encore leur influence sur EADS car ils détiennent respectivement 2% de Daimler-Chrysler et 6% du groupe Lagardère.

Parallèlement la volonté de Daimler-Chrysler de sortir du capital d'EADS est sur le point d'être réalisée sans heurter les équilibres des actionnaires de référence. Daimler sera remplacé par la Commerzbank, Deutsche Bank et WestLB (3 banques allemandes) et par une participation de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs qui serait tentée par des sièges au conseil d'administration du holding européen.

Par cette lutte de participations dans EADS pourrait aboutir au mieux un groupe de défense européen dans lequel la division de l'aéronautique civil, Airbus, serait largement influencée par la Russie. Le pire épilogue stratégique pour EADS serait une dilution de son actionnariat où la présence de la Russie et des Etats-Unis via les fonds Qatari, des Emirats Arabes Unis et Goldman Sachs (dont on sait que leurs liens sont très étroits) aboutirait à une captation de la technologie aéronautique, spatiale et de défense européenne par des pays pour le moins concurrents de l'UE.

4. La Russie ou une histoire d'hommes d'influence

L'expansion de la Russie est certes due à ses ressources naturelles, mais surtout au contrôle étatique opéré par le Kremlin à travers le placement stratégique « des hommes du président ».

En effet, pour comprendre les stratégies de la Russie, il apparaît souhaitable d'observer les cercles d'influence qui gravitent autour du président russe.

Dès lors, deux axes se révèlent, celui du positionnement stratégique d'hommes de « confiance » (4.1), et d'autre part de la mainmise sur les industries stratégiques laissant supposer une gestion des intérêts personnels de Vladimir Poutine face à l'échéance présidentielle de 2008 (4.2).

4.1 L'ombre de Vladimir Vladimirovitch Poutine (Владимир Владимирович Путин)

La stratégie est avant tout une affaire de pouvoir et d'hommes clés. Dès lors pour prendre le contrôle d'un Etat et de son peuple, il est indispensable de maîtriser les outils de l'échiquier social parallèle, vecteur de la construction du peuple, transcendé par le relais religieux.

Crime organisé et FSB : un cocktail détonant d'influence radicale

Natif de St Petersburg, Vladimir Poutine à toujours entretenu des liens étroits avec la mafia Tambovskaja de cette ville ; liée avec l'un des chefs des « silovikis », Dimitri Medvedev, lui permettant alors d'asseoir son pouvoir interne, chose incontournable en Russie quand veut faire des affaires et de la politique. Car la corruption se trouve à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Mais surtout, il est à se demander si le FSB ne serait pas un label AOC pour l'exécutif russe. En effet, pour redonner ses lettres de noblesses à la grande Russie, Vladimir Poutine doit faire face dès son arrivée au pouvoir, à l'évasion fiscale massive des plus grandes fortunes du pays. Il décide alors de mettre à la tête de toutes les entités stratégiques des hommes de confiance. Dès lors, quoi de plus normal pour un ex-directeur du FSB que de recruter parmi ses camarades dévoués et formés à la même école.

Ainsi, tous les membres du Kremlin sont issus du FSB. Son bras armé étant la police, l'armée et les services fiscaux qui lui permettent, avec la complicité de la chancellerie, d'évincer tous les opposants et les adversaires.

La Religion : « l'opium du peuple »

Afin d'accroître sa puissance, Vladimir Poutine se rapproche de « l'opium du peuple ». A cet égard, il instrumentalise la religion orthodoxe dirigé par Bartholomée Ier qui ne demandait qu'à retrouver son influence d'antan en la personne d'Alexis II patriarche de toutes les Russies secondé par Cyrille de Smolensk et de St Petersburg.

Par ailleurs, il serait dommageable d'omettre le rôle d'Israël dans la politique expansive russe. En effet, Israël et la Russie trouvent leurs intérêts dans le diamant dont le

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

monopole reste sous la houlette de la société Alrosa. C'est ainsi que le Grand Rabbin de Russie, Berl Lazare, a été mis en place grâce aux conseils auprès de Vladimir Poutine de Lev Levaev, proche du clan moscovite de Boris Eltsine, représenté par le richissime Roman Abramovitch.

Ce dernier entretient des relations communes à Vladimir Poutine avec la mafia des frères russo-israélien Tchernoï.

Instrument d'influence des peuples, les deux religions trouvent leur compte en restant alliées au président russe, qui trouve ainsi un écho transnational par ce biais religieux.

4.2 Une diplomatie multipolaire vecteur d'expansion :

Grâce à la hausse du brut, la Russie a pu exploiter son réservoir de ressources naturelles en veillant bien à protéger ses structures de production stratégique pour retrouver sa place historique sur la scène internationale dont les échéances présidentielles à l'horizon 2008 sont sujettes à tous les pronostics.

La naissance des mastodontes comme levier diplomatique

Le challenge de Poutine fut de remettre la main sur les industries stratégiques sans les nationaliser au sens propre, afin qu'elle ne perdent pas de leur valeur, tout en préservant les intérêts du clan Eltsine.

Dès lors, l'affaire Ioukos en est un exemple des plus flagrant, il s'agit d'évincer tout opposant à cette idée. Puis de placer des hommes de confiance, donc du FSB, et de regrouper les entreprises du secteur, voir plus (contrôle des médias...).

C'est ainsi que l'on voit apparaître sur l'échiquier géoéconomique l'apparition de « mastodontes » (Gazprom, OAK, Rosneft, Alrosa, Rosoboronexport...) capables, trop d'actifs obligés, de racheter des entreprises stratégiques étrangères, permettant ainsi de blanchir l'argent, de peser sur l'échiquier politico-financier et de transférer des technologies dont la Russie manque cruellement pour se moderniser.

En effet, ces mastodontes assurent un revenu financier important à la Russie, lui permettant de rembourser sa dette, de constituer une véritable fortune au membre du Kremlin et de servir de levier politique sur la scène internationale, notamment pour rentrer à l'OMC.

Car, délaissée par la logique de rupture des blocs issue de la guerre froide, l'influence de la diplomatie russe retrouve son ampleur sur la scène internationale grâce à l'asymétrie des affrontements idéologiques, notamment grâce à l'échec du modèle américain, permettant ainsi de renouer le dialogue avec des nations mises à l'écart et d'approfondir des relations existantes.

Chacun sait que la Russie pèse de nouveau dans le jeu international grâce à ses ressources naturelles. C'est par ce biais, au-delà des convergences idéologiques, qu'elle approfondit ses relations avec la Chine dans son approvisionnement gazier et pétrolier.

L'intervention en Afghanistan et en Irak a permis à la Russie de récupérer les pays anti-américain et de nouer de nouveaux partenariats. Tel en est la relation avec l'Iran dans le domaine indirect du nucléaire, par la livraison de missiles tactiques.

La croissance exponentielle de la Fédération de Russie dans le monde n'a pas laissé d'autre choix à l'Europe et aux Etats-Unis que de renforcer un partenariat énergétique. Cependant, certains problèmes demeurent pour le nouvel empire russe.

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

En effet, ce dernier souffre d'une structure trop opaque et corrompue, observable à tous les niveaux, par la présence accrue du crime organisé, provoquant un manque d'investissements et un non transfert de technologies.

Russie : objectif 2008

Le changement à la tête du Kremlin arrivant en 2008, une crispation interne est perceptible. Car les trois camps politiques tenus par Poutine, à savoir, les « silovikis » proches de l'Europe, les « durs » en la personne d'Igor Sechin et les « pragmatiques » proches de la Chine, en la personne de Sergueï Ivanov ministre de la défense et du complexe aéronautique OAK sont maintenus dans leurs affrontements sanglants que par la fermeté du Président.

Dès lors quels scénarii envisageables à l'horizon de 2008 ? Certes, il est fait état d'un hypothétique changement de constitution, ou d'une annexion de la Biélorussie, voir d'un poste de vice président fantoche, ou encore d'un placement risqué à la tête d'un méga consortium dont la durée de vie serait égale aux méthodes et aux humeurs du nouveau venu.

C'est pourquoi, l'absence d'informations sur les fortunes personnelles de Boris Eltsine, mais surtout de Vladimir Poutine, qui en observant la cartographie en annexe laisse penser à une prise d'intérêts évidant, permettant de ce fait de suggérer que le nouveau président sera celui qui garantira un maximum de sécurité aux intérêts financiers personnels de Vladimir Poutine : Peut-être le secteur gazier ?...

Conclusion

Ce dossier présente des éléments majeurs démonstratifs de la façon dont la Russie s'est replacée, sous la présidence de Vladimir Poutine, sur la scène internationale. Ce réaliste, issu du KGB, s'appuie principalement sur les ressources naturelles et certains secteurs de haute technologie comme l'aéronautique, dont les grands succès datent de l'époque soviétique, pour imposer au monde un pays dont les élites considèrent qu'il a naturellement sa place parmi le concert des puissances. Cependant, l'attention portée au placement de ses hommes aux postes clés démontre toute l'étendue des difficultés lorsqu'il s'agit de diriger le pays et obtenir une cohérence sur le plan intérieur. En outre, la diplomatie agressive de la Russie, surtout depuis le début de son second mandat, combinée à l'utilisation de ce qui est désormais communément appelé « l'arme énergétique », laisse entrevoir un pays qui oscille entre le déclin (qui accentue la violence des actions entreprises) et le renouveau, qui se traduit par l'assurance retrouvée lorsqu'il s'agit de négocier avec les Occidentaux.

Il est cependant trop tôt pour faire le bilan des « années Poutine », d'une part parce qu'il lui reste encore à terminer son mandat, et d'autre part parce que ses actions manquent d'ancrage. Il ne fait pas de doute qu'il s'est employé à ce que la Russie tourne les pages de la décennie humiliée. Toutefois, cette stature de puissance retrouvée repose largement sur des facteurs exogènes que les Russes ont su, il faut l'admettre, optimiser. Mais les incertitudes demeurent sur l'avenir de la politique russe après 2008 : en effet, ce pays dispose de partenariats avec l'Union européenne, les Etats-Unis, mais également la Chine. Cette multitude de partenaires ne doit pas cacher le manque d'allié véritable, et il est impossible de prédire si cette situation peut à terme durer, ni a fortiori si elle peut constituer un atout pour Moscou. Sa relation avec l'Europe, dont nous avons essayé de présenter les grandes lignes, demeure complexe, dans la mesure où la méfiance réciproque et certaines divergences d'intérêt fondamentales empêchent un véritable partenariat, alors qu'en même temps l'interdépendance dans le domaine économique ne cesse de croître.

Le risque d'une Russie tournée vers l'Asie, régulièrement évoqué par les partisans européens d'un partenariat stratégique avec Moscou, ne doit pas occulter les difficultés de la relation entre ce dernier et Pékin. Ainsi, leur rivalité traditionnelle, avec comme point culminant les guerres pour la domination de la Sibérie, de l'Extrême-Orient et de l'Asie centrale, risque de ressurgir à nouveau. Les signaux faibles sont déjà là : expansion économique et démographique chinoise en Sibérie, luttes d'influence dans les ex-républiques soviétiques en Asie centrale, etc. Les craintes russes concernant ses frontières orientales ne cessent de croître dans le contexte de montée en puissance continue de Pékin, dans la mesure où l'étendue de la Sibérie, le peu de population présente et les ressources naturelles, dorénavant stratégiques pour la pérennisation d'une économie gourmande posent la Chine comme potentiel concurrent de la Russie sur cet espace. Il serait donc intéressant d'introduire une nouvelle variable, à savoir la Chine, dans la relation russo-européenne, afin de voir comment les Européens pourraient en tirer avantage, car Moscou est obligé de maintenir des liens suffisamment étroits avec l'UE pour pouvoir éventuellement contrer Pékin, dont les intentions stratégiques demeurent incertaines.

Bibliographie :

1. La diplomatie opportuniste du Kremlin en UE (page 3)

- « Les relations UE-Russie : Moscou pose ses conditions », L. Vinatier, in « Notre Europe » date
- « La Russie vue par la presse de la CEI et des pays baltes », in « Ria Novosti », 13 novembre 2006
- « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? », T. Gomart, in « Le courrier des pays de l'Est », n°1055, mai-juin 2006
- « La Russie, la France et l'Europe », F. Thom, in Revue « Commentaire » n°106, été 2004
- « Les enjeux du sommet UE-Russie d'Helsinki », J-S Mongrenier, Institut Thomas More, dossier d'études n°5, novembre 2006
- www.assemblee-nationale.fr : « Rapport d'information sur les relations entre l'UE et la Russie », n° 1989, date
- www.caucas.com : entretien avec Vytautas Landsbergis, 28 mars 2006
- www.dedefensa.org : « Poutine est le point de rupture de l'Europe », 22 novembre 2006
- <http://www.eur.ru> : site de la délégation de l'UE en Russie

2. Les relations russo-européennes à travers les hydrocarbures.(page 7)

- AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE, *World Energy Outlook*, Paris. 2002
- AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE, *World Energy Investment Outlook*, Paris. 2003
- LOCATELLI, C. L'industrie pétrolière russe face aux investissements internationaux : contraintes et opportunités septembre 2004
- RUCKER, L. Synthèse n°97, Le pétrole russe
- KANDIYOTI, R. De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz. *Le monde diplomatique* mai 2005 page 8
- HAREL, X. Le pétrole, une manne financière et un outil diplomatique pour le pouvoir russe. *La Tribune* - article du 06/12/04
- GUEZ, O. Le pétrole russe alimentera la réserve stratégique américaine. *La Tribune* - article du 03/10/02
- STUDER, E. Russie : bientôt une bourse pour le pétrole. *Le blog finance* le 22 octobre 2006
- NOVOSTI, R. La Chine accède au pétrole russe. *Voltaire.net.org*
- Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarge (sous la direction de), *RAMSES 2007, L'Europe dans le monde*, IFRI, éditions Dunod, Paris, 2006.
- *Les Echos*, 27 novembre 2006, interview du vice-président de Gazprom Alexander Medvedev.
- *Le dessous des cartes : Atlas géopolitique*, Jean-Christophe Victor, Franck Tétart, Virginie Raisson, éd. Tallandier, 2005, Paris.
- http://www.marianne-en-ligne.fr/exclusif/virtual/monde/e-docs/00/00/8B/99/document_web.phtml
- <http://fr.rian.ru/world/20061128/56105992.html>
- <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3234,36-839084@51-839181,0.html>
- <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i1989.asp>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=1048>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?op=Print&sid=800>
- <http://www.lemonde.fr/web/chat/0,46-0@2-3210,55-794481,0.html>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=1075>
- <http://fr.biz.yahoo.com/10052006/202/poutine-veut-une-russie-forte-face-la-forteresse-americaine.html>
- http://www.robert-schuman.org/supplement/questions_europe35.htm
- http://www.pinr.com/report.php?ac=view_report&report_id=232&language_id=1
- <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/pp110804.shtml>
- <http://www.spiegel.de/international/spiegel/0,1518,441467,00.html>
- <http://www.spiegel.de/international/spiegel/0,1518,441107,00.html>
- http://www.opendemocracy.net/globalization-institutions_government/putin_3722.jsp
- http://www.opendemocracy.net/democracy-ukraine/postorange_2947.jsp
- http://www.azer.com/aiweb/categories/magazine/81_folder/81_articles/81_brzezinski.html
- <http://www.diploweb.com/english/russia/thom1.htm>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=580>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=783>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=670>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=623>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=704>
- <http://www.infoguerre.com/article.php?sid=526>
- <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?l=2&id=2811>
- <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3214,36-830767@51-826686,0.html>
- <http://fr.rian.ru/russia/20061102/55322644.html>

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

- <http://fr.rian.ru/business/20061103/55361146.html>
- <http://fr.rian.ru/business/20061103/55363169.html>
- <http://fr.rian.ru/russia/20061103/55349511.html>
- <http://fr.rian.ru/business/20061102/55336487.html>
- <http://fr.rian.ru/business/20061102/55334321.html>
- <http://fr.rian.ru/russia/20061107/55422276.html>
- <http://fr.rian.ru/analysis/20061110/55531942.html>
- <http://fr.rian.ru/business/20061113/55599402.html>
- <http://fr.rian.ru/analysis/20061114/55609223.html>
- <http://fr.rian.ru/world/20061114/55612685.html>
- <http://www.ft.com/cms/s/af125540-7358-11db-9bac-0000779e2340.html>
- <http://fr.rian.ru/russia/20061120/55807943.html>
- <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0,36-835654,0.html>
- http://www.lefigaro.fr/debats/20061122.FIG000000093_la_russie_et_l_europe_ne_doit_vent_pas_avoir_peur_de_leur_interdependance.html
- <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3234,36-838285@51-756150,0.html>
- <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3234,36-839686@51-756150,0.html>

3. Les prises de participation Russes dans EADS (page 17)

Périodiques :

- « EADS contre Gazprom, la logique des nouveaux rapports russo-européens » ; Hubert Tassin, Le Monde, 27/09/06
- « La gouvernance franco-allemande d'EADS face aux Russes » ; A la une ; 16/09/06
- « EADS : Berlin a trouvé un accord avec Daimler » ; V. GD, Figaro Economie, 23/11/06
- « Berlin ne voudrait pas de participation directe dans EADS » ; Nouvel Observateur rubrique Eco ; 23/11/06
- « L'ouverture du capital d'Airbus ou d'EADS pourrait financer le lancement de l'A350 » ; Dominique Gallois ; Le Monde Entreprise ; 16/11/06
- « EADS » ; Christelle Donger, Le journal des finances - Valeurs Françaises, Aéronautique et Armement ; 01/12/06

Internet :

- « La mutation de l'actionnariat d'EADS » ; Infographie – LeMonde.fr, 17/10/06
- « Kamaz-Vneshtorgbank : introductions en bourse prévues en Russie » ; Elisabeth Studer, Chronique le Blog Finance, 20/10/06
- « La participation russe dans EADS au menu des entretiens Chirac-Poutine » dépêche AP ; 22/09/06
- « La Russie veut devenir un actionnaire stratégique d'EADS » ; dépêche Reuters ; 12/09/06
- « Russie : achat d'A380 contre participation dans EADS » Elisabeth Studer, Chronique le Blog Finance, 04/11/06
- « Projet d'alliance Berlin Paris Moscou » ; 01/10/06 ; www.german-foreign-policy.com/fr/fulltext/55918?PHPESSID=g2snguv6djidhbp1ohs29ptgf5
- « Le co-président d'EADS salue l'entrée de la Russie dans le groupe » Dépêche AFP, origine Francfort ; 23/10/06
































Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

- « Le président d'Airbus souhaite que la Russie devienne partenaire du groupe » ; Dépêche AFP Eco, Origine Toulouse ; 18/11/06
- « La Russie détiendrait près de 7% d'EADS » ; Dépêche AFP Eco ; 15/10/06

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?

4. La Russie ou une histoire d'hommes d'influence (page 22)

- Ouvrage :
 - Arnaud Dubien, La revue internationale et stratégique, *La Russie à la croisée des chemins*, n°38, été 2000, ed PUF
- Rapports :
 - Lucien Bouis, Conseil Economique et Social, *Les relations entre l'Union Européenne et la Fédération de Russie*, 2004 .
- Revues :
 - Diplomatie, n°20, mai-juin 2006-12-05
 - DSI, n°06, juillet 2005

 Vladimir Poutine parrain de toutes les Russies	http://www.moskovia.com/forum/viewmessages.cfm?Forum=1&Topic=170
 Le Kremlin contre les oligarques	http://www.monde-diplomatique.fr/2003/12/BACHKATOV/10852
 L'EXPRESS.fr - Faut-il avoir peur de Poutine? - L'Express	http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/russie/dossier.asp?id=415583
 http://www.lesechos.fr/pop.htm?medias/2006/1103/300112330.jpg	http://www.lesechos.fr/pop.htm?medias/2006/1103/300112330.jpg
 L'affaire Ioukos, prototype de l'expropriation " à la Poutine " - VIE POLITIQUE	http://www.lesechos.fr/info/inter/300112334.htm
 La " kremlinisation " de l'économie russe - POLITIQUE ECONOMIQUE	http://www.lesechos.fr/info/inter/300112332.htm
 Une féroce bataille de clans - VIE POLITIQUE	http://www.lesechos.fr/info/inter/300112331.htm
 Les ex-KGB jouent les oligarques - VIE POLITIQUE	http://www.lesechos.fr/info/inter/300112329.htm
 Russie : comment le régime Poutine prend le contrôle des ressources clefs du pays - POLIT...	http://www.lesechos.fr/info/inter/300112323.htm
 Russie : la peur de l'après-Poutine - VIE POLITIQUE	http://www.lesechos.fr/info/analyses/4496600.htm
 Russie et Union européenne : une affaire de gaz - RELATIONS INTERNATIONALES ENERGIE	http://www.lesechos.fr/info/analyses/4489452.htm
 Le peuple russe et Poutine : un jeu de pouvoirs - VIE POLITIQUE	http://www.lesechos.fr/info/analyses/4488895.htm
 Le Monde.fr : Cinq acteurs de l'économie de l'ombre	http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/EH/F/noir/lectures/Russie_%C3%A9conomie%20de
 Le Monde.fr : Comment la mafia russe peut prospérer dans l'ombre du Kremlin	http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/EH/F/noir/lectures/mafia%20russe.htm
 The World's Richest People - Forbes.com	http://www.forbes.com/lists/2006/10/Citizenship_13.html
 The World's Richest People - Forbes.com	http://www.forbes.com/lists/2006/10/Citizenship_12.html
 EuroInvestor.fr - Gazprom veut racheter le quotidien Komsomolskaïa Pravda	http://www.euroinvestor.fr/News/ShowNewsStory.aspx?StoryId=9481281
 Armees.Com - Actualité militaire, internationale, armée	http://www.armees.com/recherche.php?recherche=russie&x=0&y=0
 leruisseau.iguane.org - « Un régime ni démocratique ni autoritaire »	http://leruisseau.iguane.org/spip.php?article72
 Rusal - Wikipédia	http://fr.wikipedia.org/wiki/Rusal
 CIEG - Genève	http://www.geopolitics.ch/fr/cieg.htm
 L'Europe et la Russie - Accord de partenariat et de coopération entre l'UE et la Russie ...	http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/russie_463/europe-russie_3658/accord-..
 http://www.lesechos.fr/pop.htm?medias/2006/1103/300112330.jpg	http://www.lesechos.fr/pop.htm?medias/2006/1103/300112330.jpg
 Dimitri Medvedev (premier vice-Premier ministre) - Russia Intelligence	http://www.russia-intelligence.fr/a1363-Dimitri_Medvedev_premier_vice-Premier_ministre_.html
 L'Etat russe, futur actionnaire de référence d'EADS ? - Russia Intelligence	http://www.russia-intelligence.fr/a1316-L_Etat_russe_futur_actionnaire_de_reference_d_EADS..
 CFRIES : Centre Franco-Russe d'Intelligence Economique et Stratégique	http://cfries.canalblog.com/archives/2006/05/index.html
 Portail:Russie - Wikipédia	http://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Russie
 Géostratégie de la Russie - Wikipédia	http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9ostrat%C3%A9gie_de_la_Russie
 Géostratégie de la Russie - Wikipédia	http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9ostrat%C3%A9gie_de_la_Russie
 russie surgut pétrole - Recherche Google	http://www.google.com/search?sourceid=navclient-ff&ie=UTF-8&rls=GGGL,GGGL:2006-38,GGG..
 Actualités russes: Affaire Khodorkovsky	http://www.russie.tv/article.php?id_article=734

Quelle stratégie de puissance pour la Russie ?